

DF-1

Parquet du  
Procureur du Roi



POLICE JUDICIAIRE

Section : CRIMINELLE

PJ 204

Annexe(s) : 0

Aud. : 1

N° : 46.938

Suite au P.V. n°  
du  
s(é)  
de

Suite aux devoirs prescrits par  
Monsieur le Juge d'Instruction  
VANDERMEERSCH

Apostille :

Dossier : 57/95  
du 20.11.1997

CONCERNE: L'assassinat des dix  
casques bleus belges.

Sur plainte des familles

Objet :

- Audition de  
MURASAMPONGO Joseph

0100396

Indicateur n°

CASE NO: TCR-98-41-T  
EXHIBIT NO: DB 128A  
DATE ADMITTED: 23-9-2004  
TENDERED BY: DEFENSE  
NAME OF WITNESS:

Transmis à Monsieur le Juge d'Instruction VANDERMEERSCH.

Bruxelles, le décembre 1997

Pr. le Commissaire en chef aux d.j.

## PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent nonante-sept le premier  
du mois de décembre à 9.30 heures,

Nous, STASSIN Michel,

Inspecteur judiciaire, Officier de police judiciaire, auxiliaire de Monsieur le Procureur du Roi de l'arrondissement de Bruxelles, en compagnie de Monsieur VERHELST-REUL, Substitut de Monsieur le Procureur du Roi entendons en nos locaux et sur interpellation, le nommé:

**MURASAMPONGO Joseph**, né à Bulinga ( Rwanda), le 03.07.1949, de nationalité rwandaise, époux de KAMBAYISA Christine, candidat réfugié domicilié à Uccle, rue Charles Bernaerts, 1/1 qui nous déclare en français:

" Je désire m'exprimer en français.

J'avais le grade de Colonel et chef du personnel à l'E-M de l'armée.

En 1969, après mes humanités, je suis entré à l'école d'officiers de KIGALI J'ai terminé mes études en 1971, avec le grade de sous-lieutenant. En 1973 il y a eu le coup d'état avec la prise du pouvoir par le Général HABYARIMANA. Il faut savoir qu'à cette époque, le Sud du pays dominait les autres régions du Rwanda. Plus de 80% des officiers étaient issus de la région du Nord. Le 5.07.1973, après le coup d'état, différentes personnalités du Sud et plus particulièrement de la préfecture de GITARAMA, d'où je suis originaire ont été assassinées ou chassées. Il y a eu une véritable épuration, je veux dire par là que l'on a voulu éliminer les intellectuels du Sud par rapport à ceux du Nord.

Après être passé par plusieurs unités, je me suis retrouvé à Cyangugu comme Commandant de Compagnie. Le premier octobre 1990, le FPR a été attaqué par le Nord et j'ai été envoyé parmi les premiers pour intervenir. J'ai été resté sur le front jusqu'en 1993.

Entre-temps, il y a eu la naissance du multipartisme et je dirais que l'opposition était assez virulente dans la préfecture de GITARAMA. Je ne me suis affilié à aucun parti, par contre, j'épousais les idées prônées par le PSD. Les partis de l'opposition ont commencé à soulever le problème de l'équilibre régional et ont fait remarquer à juste titre, que toutes les fonctions importantes, notamment au sein de l'armée, étaient occupées par des gens du Nord.

Dans le courant de l'année 1993, un premier ministre de l'opposition, soit **NSENGIJAREMJE Dismas** a été désigné et les choses ont quelque peu bougé. En ce qui me concerne et sur base de la pression des partis politiques j'ai été retiré du front, pour être nommé à l'Etat-Major, où j'avais le grade de lieutenant-colonel. J'ai eu quelques petits problèmes, car des tracts ont circulé à mon sujet, dans la ville de KIGALI, signalant que le Premier Ministre qui était également de GITARAMA commençait à noyauter l'armée avec des personnes originaires de la même préfecture que lui.

Au sein de l'EM, j'occupais les fonctions de chef du personnel. J'avais un adjoint qui avait le même grade que moi, et qui était originaire du Nord. Il s'appelait **RUHORAHOZA Jean-Bosco**. J'ai toujours considéré que cette personne avait été désignée pour me contrôler.

Je me rendais compte que mes relations avec mon chef d'EM, soit **NSABIMANA Déogratias**, n'étaient pas des meilleurs. Il me consultait rarement, mais faisait plutôt confiance à mon adjoint. **NSABIMANA** désignait les officiers à placer dans certaines garnisons et dans certains cas, il allait jusqu'à désigner certains sous-officiers. Cela me surprenait et me dépassait, de voir comment il parvenait à en arriver jusque là, sans me consulter. J'ai travaillé dans ces conditions jusqu'à la date du 06.04.1994 date de l'attentat contre le Président **HABYARIMANA**.

A cette date, vers 20.30 heures, je me trouvais à la maison. J'ai reçu un appel téléphonique de l'officier de transmission, c'était le capitaine **RUTAKAMIZE**, qui me signalait que l'avion du Président était tombé en revenant d'ARUSHA. Il n'a pas pu me donner d'autres détails. Je me suis directement rendu à l'EM, où se trouvaient déjà une série d'officiers du Minadef et de l'EM. Il y avait:

- Le colonel **BAGOSORA**
- Le général-Major **NDINDILYIMANA Augustin**
- Le colonel **RUHORAHOZA Jean-Bosco**, mon adjoint
- Le colonel **RWABALINDA Ephrem**, officier de liaison entre l'EM FAR et MINUAR.
- Le colonel **RWARAKABIJE Paul**, (G3 gendarmerie)
- Le colonel **KANYANDEKWE**, remplaçait le G3 qui était en voyage en Egypte.
- Le colonel **RWAMANYWA Augustin** (G4 de l'armée.)
- Le colonel **NDENGEYINKA Balthazar**, conseiller du ministre de la défense.

- Le colonel RUSATIRA Léonidas , Commandant ESM
- Le colonel KAYUMBA Cyprien, chargé de la logistique au minadef
- Le colonel MUBERUKA Félicien, Commandant des opérations dans la ville de Kigali.
- Le lieutenant-colonel, NDAHIMANA Jean-Marie Vianney, commandant de la base EM
- Le major GAKARA Théophile, G1 à la Gendarmerie.
- Le major NZUWONEMEYE François-Xavier, Commandant du bataillon recce
- Le major NTAMAGEZO Gérard, officier attaché au bureau G2, ainsi qu moi-même.

C'est durant cette assemblée que j'ai appris que le chef d'EM NSABIMANA avait péri dans l'attentat. Je ne savais pas que cette personne avait accompagné le Président à ARUSHA. Par contre NSABIMANA avait avisé certains commandants d'unités de KIGALI, dont le Commandant du bataillon para-commando, soit le Major NTABAKUZE.

La réunion avec l'ensemble de ces officiers que je viens de vous citer était en fait un comité de crise . C'est le Colonel BAGOSORA qui a pris les débats en main. Il était en fait le chef de cabinet du ministre de la défense et comme ce dernier n'était pas au pays, puisqu'il se trouvait en mission au TOGO, c'est BAGOSORA qui le remplaçait. Il a donc pris la parole en tant que personne remplaçant le ministre, même si NDINDILYIMANA était le plus gradé et le plus ancien parmi les officiers.

Vu que le chef d'EM venait de disparaître avec le Président BAGOSORA a proposé le nom du Colonel GATSINZI Marcel comme chef d'EM intérimaire. Cette personne était le Commandant de l'ESO dans la préfecture de Butaré.

Il a également été question de rédiger un communiqué destiné à être lu à la radio pour aviser la population de la situation. Ce communiqué a été approuvé par BAGOSORA étant donné que celui-ci avait été rédigé au nom du ministère de la défense.

La plupart des officiers présents étaient convaincus que l'avion du Président avait été abattu par le FPR. Il y avait un groupe d'officiers qui disait que les militaires devaient prendre le pouvoir et un autre groupe qui n'était pas d'accord avec le premier , mais qui était plutôt porté pour continuer le processus de paix, prôné par les accords d'ARUSHA.

BAGOSORA faisait partie du premier groupe , c'est d'ailleurs lui qui a lancé l'idée. On pouvait lire sur les visages , qui était d'accord avec BAGOSORA. Il s'agissait des officiers originaires du Nord, à l'exception du Colonel RUSATIRA. Il a précisé que cette idée, était une aberration et qu'il fallait poursuivre dans la lignée des accords d'ARUSHA. Chacun est resté sur sa position, et il n'y a pas eu de vote. Je précise cependant que le Général NDINDILYIMANA n'a pas précisé sa pensée, il n'a manifesté aucune opinion. Entre-temps, le Général DALLAIRE est arrivé dans la réunion. Il a d'ailleurs suivi la majorité des débats. DALLAIRE a proposé d'associer à la discussion, le premier Ministre UWILINGIYIMANA Agathe . BAGOSORA s'est insurgé contre cette proposition et personne d'autre n'a insisté. Vu la

situation de blocage, il a été décidé d'aller consulter le représentant de l'ONU, soit Monsieur BOOH-BOOH Roger. Une délégation, composée de BAGOSORA, NDINDILYIMANA, RWABALINDA s'est rendue chez BOOH BOOH. DALLAIRE est également sorti de la réunion, mais je ne sais pas s'il a accompagné la délégation précitée.

A leur retour, soit le 7.04.1994, vers 1.00-1.30 heure, BAGOSORA nous a expliqué que BOOH BOOH leur avait déconseillé, la solution militaire, car suivant le représentant de l'ONU, aucun pays n'allait soutenir ce choix. Il a également ajouté que BOOH BOOH avait conseillé de trouver une autre personne issue du MRND pour prendre la Présidence comme précisé par les accords d'ARUSHA. La mission qui consistait à consulter les représentants du MRND, fût confiée au Colonel BAGOSORA.

Il a été également décidé durant cette réunion, de convoquer l'ensemble des commandants de secteurs d'opérations du pays pour une réunion, le 7 avril à 10.00 heures à l'ESM. Le but était de leur communiquer la situation du pays et de leur demander leur approbation de ce qui avait été décidé durant la nuit

S.I Durant la réunion d'autres officiers blancs sont entrés, mais je ne sais pas vous dire si le Colonel MARCHAL est venu, car je ne l'ai jamais rencontré, je ne connaissais pas son visage. Je n'avais aucun contact avec ces officiers.

S.I. Il n' a jamais été question que le Premier Ministre AGATHE ferait une intervention à la radio le lendemain.

Après cette réunion, j'ai quitté l'EM vers 03.00 heures, pour me reposer et pouvoir assister à la réunion du lendemain.

Le 07.04.1994, vers 8.00 heures, je me suis tout d'abord rendu à l'EM, en vue d'exploiter les messages qui provenaient des unités dans leurs secteurs respectifs. Sur la route, j'ai entendu des coups de feu sporadiques presque dans tous les secteurs de la ville de KIGALI. J'attribuais ces coups de feu à des militaires qui manifestaient leur mécontentement face à la mort du Président. Je suis resté à l'EM de 8.00 à 9.40 heures. Je suis ensuite parti à pied pour l'ESM pour la réunion prévue à 10.00 heures. Je suis donc passé devant le camp KIGALI. Arrivé à hauteur de l'entrée du camp, il y avait un attroupement devant les bâtiments du commandant camp KIGALI. Je suis entré dans le camp et j'ai vu quatre corps de casque bleu de race blanche. Ils étaient étendus sur le sol, ne bougeaient plus. Ils avaient beaucoup de blessures et notamment à la tête. Certains militaires s'acharnaient encore sur les corps en leur jetant des pierres. Je me suis adressé au commandant du camp, soit le lieutenant-colonel NUBAHA pour savoir ce qui se passait. Il m'a répondu que c'était des casques bleus belges que les militaires venaient de tuer car ils les soupçonnaient d'avoir participé à l'attentat contre l'avion présidentiel. Comme les militaires continuaient à jeter des pierres, je me suis adressé au Major NZUWUNEMEYE, Commandant du bataillon de reconnaissance, le Colonel NDAHIMANA, commandant de la base pour leur demander d'éloigner les militaires pour qu'ils retournent à leurs occupations. Le Lieutenant-colonel KANYANDEKWE était également présent. Personne n'a bougé parmi ces commandants d'unités. Personne n'a fait un geste. Je me suis alors tourné vers le lieutenant-Colonel NUBAHA

pour qu'il cherche un véhicule pour l'évacuation des cadavres vers l'hôpital distante d'environ 100 mètres du camp. Il n'a pas bougé non plus. Il y avait non loin de là un minibus de couleur verte de type VW avec son chauffeur. Pour moi, ce véhicule devait appartenir à la compagnie Génie. Il avait une plaque d'immatriculation militaire et avait été offert par l'assistance technique allemande dans le cadre de la coopération. J'ai fait signe à ce chauffeur de venir nous rejoindre. C'est alors qu'un militaire s'est interposé pour lui interdire de bouger. Ce militaire disait qu'il ne fallait pas s'apitoyer sur le sort de ces militaires belges. Les officiers et les militaires présents me regardaient d'un air moqueur et j'ai réalisé que je n'avais aucune autorité sur eux.

Vu le manque de réaction de ces officiers, j'ai considéré qu'ils étaient complices du massacre avec leurs hommes.

Vous me demandez si je n'ai pas vu ou entendu 6 autres casques bleus belges?

Non pas au moment où je me trouvais sur place.

Vous me demandez également si je n'ai pas vu des casques bleus ghanéens?

Non je ne les ai pas vus à ce moment bien précis. Je vous répète que je n'ai vu que 4 cadavres de soldats de race blanche et les militaires rwandais.

Avant de quitter le camp, pour me rendre à la réunion de l'ESM, j'ai encore réitéré ma demande au Commandant camp KIGALI pour qu'il évacue les quatre corps en question.

J'ai donc poursuivi ma route pour arriver à l'ESM. J'ai remarqué que NUBAHA m'avait suivi de très près, car nous sommes presque entrés en même temps à l'ESM. NUBAHA est entré par la porte réservée aux autorités, tandis que moi, je suis entré par la porte réservée au public, pour aller occuper ma place dans l'auditoire. NUBAHA s'est dirigé vers les personnes qui présidaient la réunion, soit BAGOSORA, NDINDILIYIMANA et RUSATIRA. Il s'est entretenu avec le Colonel BAGOSORA qui était assis entre les deux autres. La conversation a duré une minute environ et ensuite NUBAHA est reparti. L'assistance n'a pas été mise au courant de ce qui avait été dit entre les deux hommes. A ce moment, je ne savais pas ce que NUBAHA avait dit à BAGOSORA, mais je me doutais qu'il était venu lui mettre au courant de ce qui se passait au camp KIGALI.

Je précise que le Général DALLAIRE est arrivé plus ou moins au moment où NUBAHA sortait de l'auditoire et la réunion a continué. DALLAIRE s'est assis tout près de l'entrée non loin du tableau, soit le premier rang de l'auditoire. Il a suivi la réunion. Je ne pense pas qu'il ait pris la parole. Il a été communiqué aux Commandants de secteurs d'opérations ce qui avait été décidé par le comité de crise, la veille au soir. Je précise quand même, qu'il leur a été signalé que BOOH BOOH avait désapprouvé la prise du pouvoir par les militaires ce qui a été accepté par les commandants de secteurs. Ils ont cependant demandé à ce que RENZAHO Tharcisse soit ajouté sur la liste des membres du comité de crise.

La mission de ce comité de crise était de suivre la sécurité dans le pays et de porter appui aux hommes politiques.

Durant la réunion, vers 11.00 heures, on a entendu des tirs importants, qui faisaient penser à des tirs d'assauts. Certains sont sortis de la salle, et ensuite sont rentrés et la réunion a continué. Ce n'est qu'au cours de la réunion du comité de crise, vers 20.00 heures, que j'ai appris que ces tirs provenaient de

la résidence du Premier ministre, lors de son assassinat. Durant cette même réunion, je précise que l'on ressentait un climat de méfiance, car la communication n'était pas directe. On aurait dit qu'il y avait des gens qui savaient ce qui se passait et d'autres pas.

Un autre exemple est le fait que durant la journée, le Président KAVARUNGANDA avait été assassiné, je n'en savais rien. C'est également dans la soirée que j'ai été mis au courant. Je suis persuadé que certains d'entre nous étaient au courant de l'évolution des choses, mais on aurait dit que cela était un secret, car personne n'en faisait état.

S.I. Vous me demandez si durant ces événements ou peut-être même avant il y avait des militaires ou des gendarmes qui gardaient la résidence de certaines personnalités comme Madame Agathe ou le Président KAVARUNGANDA?

Effectivement, les personnalités qui en avait fait la demande, étaient gardés par des gendarmes.

C'était le cas pour les personnalités mentionnées dans votre question. Il en était de même pour le Ministre GATABAZI Félicien. Il a été assassiné bien avant la mort du Président. Il avait des gardes du corps provenant de la Gendarmerie dans son véhicule.

#### QUESTION:

Concevez-vous que le Général NDINDILYIMANA n'ait pas été au courant de ces assassinats durant la journée du 7 avril et si oui, connaissez-vous la raison pour laquelle il n'en a pas fait part à l'ensemble des membres du comité de crise?

Je suis persuadé qu'à la moindre minute ou une personnalité était enlevée ou assassinée, NDINDILYIMANA était mis au courant de l'évolution des choses.

La raison pour laquelle, il n'a pas tenu tous les membres du comité de crise au courant de la situation, je ne la connais pas, je ne me l'explique pas.

Pour en revenir à la réunion des commandants de secteurs, il a été décidé qu'un communiqué serait rédigé pour annoncer à la population les décisions prises et l'appeler au calme. Il était prévu que tout le monde devait se rencontrer au réfectoire de l'ESM pour prendre le repas de midi en commun mais tout le monde est reparti sans même se saluer. KIGALI était devenu une poudrière et chacun voulait repartir vers son secteur, non pas pour reprendre directement et rapidement son commandement, mais bien pour fuir KIGALI au plus vite car on sentait un danger imminent.

Quant à moi, à l'issue de cette réunion, je suis reparti vers l'EM et je suis de nouveau passé devant le camp KIGALI. J'ai vu que les quatre corps gisaient toujours sur le sol devant le bâtiment du commandant du camp. Il n'y avait plus d'attroupement. Je sais qu'en quittant la réunion, BAGOSORA est parti voir le camp KIGALI et y est entré. Je pense qu'il était seul.

Je suis arrivé à l'EM où j'ai pris mon repas. J'y suis resté jusqu'à 18.00 heures je devais retourner à l'ESM pour une autre réunion de crise. En repassant devant le camp KIGALI, je n'ai plus vu les cadavres.

A cette réunion du soir, à l'ESM, le Colonel RUSATIRA a posé la question de savoir ce qui était arrivé aux casques bleus. J'ai pris la parole et je me suis référé à ce que j'avais demandé au Commandant du camp, comme en revenant à l'ESM, je n'avais plus vu les corps, je me doutais qu'ils avaient été emportés vers la morgue de l'hôpital de KIGALI. La proposition a été faite à GATSINZI, devenu chef d'EM ad intérim de se rendre à l'Ambassade de Belgique pour présenter les condoléances. Je ne sais pas si quelque chose a été fait dans ce sens là.

S.I. En dehors de RUSATIRA et de moi-même, personne n'a relevé la moindre question ni discussion à propos de la mort des casques bleus.

C'est aussi durant cette réunion, que le colonel RUSATIRA a posé le problème de savoir qui devait présider le comité de crise, visant ainsi BAGOSORA qui était un pensionné de l'armée. RUSATIRA trouvait que la personne recherchée pour présider ce comité devait être un officier d'active. Il faisait ainsi allusion au Général NDINDILYIMANA qui était le plus gradé et le plus ancien. Tous les membres présents ont abondé dans le sens du colonel RUSATIRA. BAGOSORA s'est emporté, en disant que l'on voulait l'écartier du comité, alors que c'était lui qui avait été à l'origine de son élaboration. Finalement, rien d'autre n'a été décidé, ni abordé. Cependant, le Colonel BAGOSORA a été chargé de poursuivre les contacts avec les membres des différents partis politiques, afin qu'ils puissent se réunir pour débloquer la situation de la vacance de la présidence. Les membres de l'opposition en difficulté, pouvaient prendre contact avec le Minadef qui à son tour prenait contact avec l'EM de la Gendarmerie pour fournir une escorte. Les membres du MRND pouvaient se déplacer librement, passer les barrages, cependant, ils étaient également escortés de peur de tomber dans une embuscade des éléments du FPR, qui pour le rappeler se trouvait au CND.

*Interrompons la présente audition à 14.25 heures.*

A 15.00 reprenons le présent:

Le 07.04.1994, vers 21.00 heures, j'ai rejoint l'EM. Le général NDINDILYIMANA est venu peu de temps après et m'a signalé que le Général DALLAIRE voulait se rendre voir les dépouilles mortelles des casques bleus. Il me demandait de les accompagner à la morgue de l'hôpital de KIGALI. Les corps se trouvaient sur une parcelle pas très loin de la morgue. Les corps étaient entassés les uns sur les autres et il était impossible de les identifier. AUGUSTIN et DALLAIRE sont repartis. Je suis quant à moi resté et avec l'aide d'un travailleur de nationalité congolaise, de l'hôpital j'ai commencé à aligner et à laver les corps. Je les ai enveloppés dans des couvertures que j'avais trouvées à l'ESM. J'ai été occupé à cette tâche jusqu'à 03.00 heures, donc le 8.04.1997. J'ai ainsi pu constater qu'il y avait dix corps. J'ai demandé à mon chauffeur et à ce travailleur de surveiller les corps jusqu'au lendemain matin.

Je ne sais pas qu'il y avait six autres casques bleus qui avaient été faits prisonniers. Ce n'est que le 8.04.1994, dans la matinée que je suis retourné au

camp KIGALI et que j'ai remarqué que le bâtiment où étaient enfermés les six autres avaient reçu beaucoup d'impacts. Avant cette date, je n'avais rien remarqué. Puisque, je n'avais jamais vu que 4 cadavres, je peux en déduire que les autres sont morts entre 10 et 12.00 heures, en date du 7.04.1994.

Les gardes présidentiels étaient une chasse gardée de la présidence. Le véritable chef, était le Colonel SAGATWA Elie, beau-frère du Président. Cette unité était tout à fait indépendante de l'EM, sauf sur le plan logistique. Elle était également dirigée par le Major MPIRANYA Protais. Il faisait presque partie de la famille du Président, c'était un fidèle exécutant. Quasi aucun officier n'avait de l'emprise sur cette unité à l'exception du Colonel BAGOSORA qui pouvait entrer dans certaines confidences. Ce n'était pas les seules. je fais d'ailleurs ici, une parenthèse.

Mon petit frère qui a été tué dans les camps de BUKAVU s'appelait BAGEZAHO Jean Marie Vianney. Avant les événements, il était conseiller du Ministre des affaires étrangères NGULINZIRA Boniface. Il se trouvait dans chaque négociation pour les accords d'ARUSHA. Il m'a signalé que lors d'une mission de négociation qui avait eu lieu à ARUSHA, BAGOSORA conduisait la mission militaire. Il a dû rentrer avant la fin de la mission, car il y avait eu des problèmes sur les négociations. En rentrant, BAGOSORA a déclaré que les accords n'aboutiraient à rien et qu'il allait déclencher l'apocalypse.

Pendant les événements, j'ai continué à gérer mon travail que je qualifierai plutôt d'administratif, soit le recensement des blessés, les mutations, renforcer certains endroits. J'ai quitté KIGALI vers la fin du mois de juin 94, pour me rendre à GISENYI. Mon service venait de déménager vers cette ville. Je dois dire que j'ai pris ce prétexte pour rejoindre GISENYI, mais également pour essayer de rejoindre GOMA où se trouvait ma famille. Lorsque je suis arrivé à mon tour à GOMA, on m'a signalé que ma famille était partie pour KINSHASA pour tenter de rejoindre la Belgique. Je suis retourné à GISENYI où je suis resté jusqu'au 12.07.1994. Je suis ensuite reparti pour GOMA où j'ai regagné les camps de réfugiés. Il y avait une très grande insécurité due aux actions des militaires zairois. Je suis parti pour les camps de BUKAVU où j'ai rejoint d'autres membres de ma famille et je suis resté jusqu'au mois de septembre 1995. J'ai ensuite pris le départ pour NAIROBI.

S.I Connaissez-vous le Major NTUYAHAGA?

Oui, je le connais. Pendant l'assassinat des casques bleus, il travaillait à l'EM. Lors d'une enquête, dont j'avais été chargée sur la mort des dix para, j'ai appris que le Major NTUYAHAGA avait conduit les casques bleus au camp KIGALI après les avoir pris au domicile du Premier Ministre AGATHE, où ils avaient été désarmés par des gardes présidentiels qui venaient certainement de la résidence du Président dans le quartier KIYOVU.

J'ai interrogé NTUYAHAGA. Il m'a dit qu'il venait de chez lui, soit du quartier de KIYOVU, pour se rendre à son bureau à l'EM. Il est passé par la résidence du Premier ministre. Il a vu les para qui étaient désarmés. L'un des para s'est adressé au Major et lui a demandé de les transporter au camp

KIGALI. Le major avait un minibus et a donc emmené les 10 Belges vers ce camp, où il les a remis entre les mains d'une équipe de militaires ghanéens ou sénégalais, qu'il était ensuite reparti vers l'EM et qu'il n'avait connu aucun problème. A aucun moment, il n'a précisé si les militaires qui avaient désarmé les Belges étaient des FAR ou des membres GP.

Après réflexion, il me semble que, suivant NTUYAHAGA, les Belges lui auraient demandé de les conduire dans un camp de la MINUAR le plus proche et que connaissant bien le terrain, il aurait pris l'initiative de les conduire au camp KIGALI.

A KIGALI, j'habitais avenue de la Justice, 21, soit dans le secteur RUGENGE, quartier de KIYOVU. La maison ne m'appartenait pas. Il s'agissait d'une maison de fonction.

A titre de renseignement, je précise que je gagnais par mois environ 45.000 fr rwandais net après impôts.

S.I. Concernant les trois officiers qui se trouvaient au camp KIGALI, je les ai vus à BUKAVU, mais actuellement, je ne sais pas ce qu'ils sont devenus.

S.I Je précise que les coups de feu entendus vers 11.00 heures , sont probablement ceux qui sont à l'origine de l'assassinat d'AGATHE. Je n'ai pas entendu d'autres tirs nourris après cela , de telle sorte que je sais pas comment sont morts les six autres casques bleus. Je confirme que je ne me suis pas éloigné du corps de garde du camp KIGALI de plus de 500 mètres durant cette journée du 7.04.1994.

S.I. Je n'avais pas une fonction bien précise dans les camps. Il s'agissait d'intervenir pour avoir une bonne cohabitation entre la population civile et les militaires.

Comme je vous l'ai déclaré, mon service avait été transféré à GISENYI. Ensuite, les ordinateurs ont été transférés dans le camp de GOMA. C'est ainsi que j'ai pu établir la liste des militaires qui n'avaient pas encore reçu leur paie pour le mois de juillet.

L'argent se trouvait dans une banque commercial à GOMA. Il s'agissait de la BCZ ( Banque Commercial du Zaïre). C'est le G4 qui s'est occupé de payer les militaires qui se trouvaient aussi bien à GOMA qu'à BUKAVU. Après juillet 94, les fonds qui provenaient de la Banque Nationale du Rwanda ont été transférés à KINSHASA, à la demande des autorités zaïroises. Le but était d'éviter des problèmes entre réfugiés rwandais , les militaires et fonctionnaires zaïrois qui eux n'étaient plus payer depuis un certain temps.  
Lecture faite, persiste et signe.

Dont acte,